

# PRIORITÉS, VALEURS ET ENGAGEMENT DES JEUNES AU SAHEL

10 mai 2023

## INTRODUCTION

Le ressentiment au sein de la jeunesse au Sahel est une réalité complexe résultant de multiples défis et pressions auxquels elle est confrontée. Le climat sécuritaire alarmant, marqué par des menaces constantes et des conflits armés, contribue largement à ce sentiment. De nombreux jeunes se trouvent en première ligne des efforts de défense, ce qui expose une génération entière à des traumatismes liés aux conflits. Cette situation non seulement met en péril leur bien-être psychologique, mais alimente également un profond sentiment d'insécurité et de désespoir. Les difficultés économiques exacerbent ce ressentiment.

L'accès limité à l'éducation, à l'emploi et à des conditions de vie décentes crée des frustrations considérables parmi la jeunesse sahélienne. Les opportunités économiques restreintes, combinées à des infrastructures souvent insuffisantes, engendrent un sentiment d'exclusion et d'injustice. Le manque d'emplois stables et les perspectives économiques précaires forcent de nombreux jeunes à envisager des solutions désespérées, y compris l'adhésion à des groupes armés ou la migration risquée.

La disparité entre les jeunes des zones urbaines et rurales accentue ces frustrations. Les écarts d'accès aux opportunités éducatives, économiques et sociales sont particulièrement marqués, exacerbant les inégalités. Les jeunes des villages ont souvent un accès limité à des infrastructures éducatives adéquates et à des ressources suffisantes, limitant leurs possibilités d'avancement. Cette disparité souligne l'urgence de politiques inclusives visant à réduire les écarts entre les zones urbaines et rurales pour assurer un développement équilibré.

## LES PANÉLISTES INVITÉS

Ont pris part à ce dialogue virtuel :

**Adam Dicko**, Directrice exécutive de l'Association des jeunes pour la citoyenneté active et la démocratie (AJCAD)

**Aminetou Bilal**, Climate advocate et présidente de l'ONG Selfie Mbalite

**Mamadou Bodian**, Chercheur à l'Institut fondamental d'Afrique noire (IFAN), spécialiste du Sahel

**Yahiya Hama Dicko**, Blogueur et activiste

**Laurent Bossard**, Directeur du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO)

**Bah Traoré**, Chargé de recherche à WATHI

**Gilles Yabi**, Directeur exécutif de WATHI

**Note :** Les QUICK sont des documents courts issus des tables rondes virtuelles de WATHI. Ils présentent les principaux constats et les pistes d'action et sont destinés à alimenter le débat public, l'action collective et les décisions des autorités politiques.

## LES PRINCIPAUX CONSTATS

- Les jeunes ne forment pas un groupe homogène, puisque l'on observe des disparités éducatives, géographiques et économiques importantes. Reconnaître ces différences est essentiel pour éviter de généraliser les problèmes et besoins des jeunes. Néanmoins, il existe des problèmes communs, tels que l'éducation, l'accès aux services sociaux de base et aux opportunités économiques, qui touchent l'ensemble des jeunes, non seulement au Mali mais également dans la région. Le défi de la représentativité est majeur, puisqu'il remet en question la légitimité de ceux qui prennent la parole au nom des jeunes. Les élections ne suffisent pas toujours à garantir cette légitimité. La question de savoir qui est vraiment apte à représenter l'ensemble des jeunes demeure complexe. Les enjeux de représentation et de légitimité ne se limitent pas seulement aux jeunes mais affectent l'ensemble des couches de la société et les institutions régionales. C'est un constat alarmant qui nécessite une réflexion approfondie pour une représentation authentique et équitable.
- Le regard porté sur les dix dernières années est empreint d'une certaine ambivalence. Notre génération ressent souvent une nostalgie paradoxale envers une époque qu'elle n'a pas vécue. Cette nostalgie s'explique par les récits d'une époque passée sans autant de corruption et de défis. Toutefois, la question persiste : qu'avons-nous fait pour hériter de cette situation complexe ? Sur le plan sécuritaire au Mali, la situation s'est détériorée, plongeant le pays dans une crise d'insécurité, particulièrement dans les régions du centre et du nord. Les zones qui étaient autrefois des destinations touristiques prisées ont perdu leur attrait, marquant un recul désastreux en matière de sécurité. Cependant, sur le plan politique et des libertés civiles, nous constatons un recul préoccupant. Le Mali a connu plusieurs coups d'État au cours de la dernière décennie, entraînant des restrictions des libertés individuelles. L'école publique a également subi des revers, avec des crises et des défis récurrents, mettant en lumière l'insuffisance des structures pour accueillir une population scolaire croissante.
- Au Burkina Faso, ces dix dernières années ont été marquées par des acquis démocratiques suivis de deux coups d'État successifs, remettant en question ces avancées. La mauvaise gouvernance persiste, exacerbant les difficultés économiques. Les secteurs agricoles et miniers subissent des impacts négatifs, ce qui met en péril la sécurité alimentaire et l'emploi. Au niveau social, les violences communautaires et les tensions persistent, menaçant la cohésion sociale. Malgré ces défis, l'espoir subsiste, porté par une nouvelle dynamique. Il est indéniable que ces dix années ont été difficiles, cependant, la détermination des jeunes à faire face aux obstacles offre une perspective d'amélioration. En Mauritanie, la situation se distingue par l'absence de coups d'État et d'attentats terroristes au cours de la décennie. Pourtant, des récentes évasions de prisonniers soulignent les défis actuels. La stabilité relative contraste avec les réalités de certains voisins, mais la vigilance reste de mise.
- Ce que l'on observe aujourd'hui révèle une faiblesse structurelle de nos États, une fracture qui s'est intensifiée depuis l'effritement du Mali en 2012, mais qui existait déjà bien avant. Nos États, souvent étendus sur de vastes territoires, peinent à se projeter de manière cohérente sur l'ensemble de leurs territoires. Cela est particulièrement évident au Niger ou au Mali, où certaines zones échappent à l'emprise de l'État. Cette faiblesse structurelle, préexistante à la crise malienne, résulte en partie de l'incapacité de l'État à fournir les services sociaux de base comme l'éducation la santé. Il en découle une incapacité pour les États de détenir le monopole de la violence légitime. Lorsque l'État ne possède pas ce monopole pour protéger les personnes et leurs biens, d'autres fournisseurs de ces services peuvent émerger. Actuellement, cela se reflète dans le domaine sécuritaire, où les forces de sécurité peinent à protéger certaines régions. Cette fragilité structurelle s'est intensifiée au fil du temps, notamment dans la manière

dont les institutions politiques fonctionnent. Les transitions démocratiques, envisagées au début des années 80, se sont révélées plus complexes que prévu. Les règles démocratiques adoptées, calquées sur le modèle français dans les pays francophones, ont exclu une partie de la population qui ne parlait pas français, créant ainsi des tensions et des exclusions.

- Le modèle démocratique a été conçu comme un événement plutôt qu'un processus. Entraînant des négociations et des tensions entre des acteurs aux agendas divergents. Au cours des années 1990, il est devenu évident que la démocratie, basée sur la majorité, excluait certaines communautés, notamment celles ne parlant pas français. Cela a créé une élite francophone déconnectée de l'élite arabophone, exacerbant les divisions. Le manque d'inclusivité dans les institutions a conduit à une exclusion prolongée d'une catégorie de la population. Repenser cette situation nécessite une réflexion approfondie sur la société dans son ensemble et une refonte des structures pour les rendre plus inclusives. Cela doit également passer par une redéfinition de la démocratie pour garantir la participation de tous, y compris les femmes, les jeunes et les minorités. Le vieillissement des dirigeants politiques et la persistance de la corruption montrent que le système a du mal à évoluer. Les alternances ne font souvent que reproduire le même schéma, et la corruption est devenue une norme plutôt qu'une exception. Il est urgent d'engager une refonte nationale des États pour construire des nations capables d'impliquer la population de manière collective. La crise actuelle met en lumière ces faiblesses institutionnelles et la réaction des acteurs prétoriens en témoigne. Il est impératif de repenser nos institutions politiques, de rendre la démocratie plus représentative et participative. Les jeunes expriment le besoin de ne pas attendre passivement un changement et appellent à une réforme profonde de l'économie et de la gouvernance pour permettre une pleine participation des femmes et des minorités.
- Il convient de souligner que les jeunes de mon pays sont actuellement fortement préoccupés par la situation sécuritaire. De nombreux jeunes se trouvent sur le terrain des opérations, que ce soit en tant que membres des forces de défense et de sécurité, recrutés de manière récurrente, ou en tant que volontaires ayant bénéficié d'une formation militaire et déployés sur des opérations. Cependant, même ceux qui restent

en ville ne peuvent pas profiter pleinement de leurs loisirs. Dans la région du Sahel, il y a un blocus de la part des groupes armés, transformant cette région en une sorte de prison à ciel ouvert où la mobilité est grandement restreinte. Les jeunes de la région de Dori sont confrontés à des conditions de vie difficiles. L'accès à l'eau potable est devenu une quête ardue. De nombreuses personnes se retrouvent obligées à consacrer une grande partie de leur temps à sa recherche. Il existe également des défis majeurs tels que l'accès au carburant et les moyens de subsistance occupent une place prépondérante dans la vie quotidienne de notre jeunesse. La quête de ces éléments essentiels devient une priorité pour survivre. En parallèle, les réseaux sociaux, bien que présents, ne sont pas toujours un espace positif. Au Burkina Faso, notamment, les réseaux sociaux sont parfois le théâtre de violences verbales dans les publications. Cette réalité souligne les préoccupations de la jeunesse face à certains comportements sur les réseaux sociaux.

- La crise suscite un regain d'espoir envers les régimes militaires, ce qui est compréhensible après avoir semblé toucher le fond. Les changements anticonstitutionnels de régime sont parfois perçus comme des solutions définitives, notamment en réponse aux problèmes sécuritaires, comme observés au Mali. Le budget consacré à la Défense explique l'immobilisme des autres secteurs. Cependant, il est crucial de noter que l'amélioration perçue dans les grandes villes peut ne pas se refléter dans les zones reculées, où la sécurité reste préoccupante malgré les informations médiatiques. Le paradoxe entre la réalité vécue dans les grandes villes et celle des zones plus éloignées soulève la question de la connexion entre la réalité officielle et celle ressentie. Le soutien populaires'explique par l'espoir, mais il est important de reconnaître que les défis au Sahel demandent des solutions holistiques, dépassant l'usage des armes pour atteindre la paix.
- La transition au Burkina Faso bénéficie d'un vaste soutien populaire, en particulier parmi la jeunesse. La forte mobilisation pour les volontaires de la défense, dépassant les attentes avec plus de 90 000 dossiers pour 50 000 demandés, indique un engagement significatif envers le régime actuel. Ce soutien semble être motivé à la fois par un appui au gouvernement et par le patriotisme. L'affirmation de la souveraineté nationale est saluée, surtout face

à des expériences passées de traitement injuste de la part de certains partenaires. L'acquisition d'équipement militaire moderne est également considérée comme rassurante, offrant une réponse plus robuste aux défis sécuritaires. Les nombreuses manifestations de soutien dans plusieurs villes démontrent la confiance de la population envers la nouvelle équipe dirigeante. Malgré cela, des préoccupations subsistent, notamment en matière de liberté d'expression. Les inquiétudes concernant la remise en cause de la liberté de pensée et d'opinion suscitent des interrogations sur le climat politique. L'accent sur l'affirmation de la souveraineté nationale est apprécié, bien que la manière dont cela est mis en œuvre puisse parfois soulever des questions. L'engagement des troupes sur le terrain est souligné comme un aspect positif, bien que l'efficacité de ces opérations puisse être discutée. Cependant, des préoccupations persistent concernant une certaine restriction de la liberté d'expression, générant un climat où les médias et les individus hésitent à aborder certains sujets. Les considérations liées à la proposition de fédération Burkina-Mali et les interrogations sur le respect des droits humains dans le contexte actuel soulignent des points sensibles nécessitant une réflexion approfondie. En conclusion, le soutien populaire à la transition burkinabè est teinté d'espoir, mais des préoccupations subsistent quant à la préservation des libertés individuelles et aux défis auxquels le pays est confronté.

## RECOMMANDATIONS

- Investir dans des solutions holistiques pour traiter les causes profondes de l'insécurité implique de développer des programmes de développement économique durable, de renforcer les institutions étatiques pour améliorer la gouvernance et de promouvoir des initiatives de médiation communautaire et de réconciliation. Il est essentiel de privilégier une approche intégrée qui combine la sécurité physique avec le développement social et économique, tout en encourageant la coopération régionale pour une réponse collective aux menaces transfrontalières.
- Accroître l'accès à une éducation de qualité nécessite non seulement la construction et la rénovation d'écoles dans les zones rurales, mais aussi la formation continue et le soutien aux enseignants. Développer des programmes éducatifs adaptés aux besoins locaux et promouvoir l'enseignement des compétences numériques et entrepreneuriales sont essentiels pour préparer les jeunes à un marché du travail en évolution rapide.
- Réformer les institutions pour assurer une représentation authentique et équitable exige l'adoption de quotas de genre et de mesures spécifiques pour inclure les jeunes et les minorités dans les processus décisionnels. Promouvoir le dialogue intergénérationnel à travers des forums de consultation publique et des plateformes numériques peut renforcer la légitimité et la responsabilité des gouvernements locaux et nationaux.
- Mettre en place des programmes de soutien psychosocial pour les jeunes affectés par les traumatismes des conflits doit être accompagné d'initiatives de sensibilisation communautaire sur les effets psychologiques des violences. Encourager la participation des communautés dans la conception et la mise en œuvre de stratégies de guérison peut favoriser la résilience individuelle et collective.
- Valoriser la diversité culturelle passe par le soutien à des événements culturels inclusifs et participatifs qui célèbrent les traditions locales tout en favorisant la compréhension mutuelle entre les groupes ethniques et religieux. Promouvoir l'éducation interculturelle et multilingue dans les écoles peut renforcer le respect et la coopération entre les différentes communautés.
- Repenser les structures institutionnelles pour les rendre plus inclusives nécessite des réformes démocratiques significatives, telles que la décentralisation du pouvoir et l'autonomisation des collectivités locales. Encourager la participation politique des jeunes à travers des conseils consultatifs et des programmes de mentorat politique peut renforcer la représentation démocratique à tous les niveaux de gouvernance.
- Sensibiliser à une utilisation responsable des réseaux sociaux en promouvant des messages positifs et en soutenant des campagnes de sensibilisation contre la violence en ligne implique la collaboration avec les plateformes numériques, les médias et la société civile pour promouvoir des comportements en ligne

respectueux et constructifs.

- Investir dans des projets économiques durables pour stimuler l'emploi et réduire les disparités économiques entre les zones urbaines et rurales nécessite des politiques de développement territorial équilibré, y compris des investissements dans les infrastructures de base et le soutien aux petites entreprises locales. Favoriser l'entrepreneuriat des jeunes et l'accès au crédit peut créer des opportunités économiques viables dans des secteurs clés tels que l'agriculture durable et les énergies renouvelables.
- Encourager une collaboration étroite avec la communauté internationale pour soutenir les efforts de développement au Sahel implique de mobiliser des ressources financières et techniques, ainsi que des expertises spécifiques en matière de sécurité et de gouvernance. Renforcer les capacités locales à travers des partenariats stratégiques et des programmes de formation peut renforcer la résilience et la durabilité des initiatives de développement régionales.

## CITATIONS DES INVITÉS

### Adam Dicko

« Notre génération éprouve souvent de la nostalgie pour une époque qu'elle n'a pas connue. Depuis notre enfance, on nous répète constamment qu'il y avait moins de corruption et de défis à l'époque du régime militaire de Moussa Traoré. Ainsi, nous aspirons à vivre cette période dont on nous parle avec tant de positivité »

« Les défis en matière de gouvernance, combinés aux problèmes de sécurité, créent un environnement propice au recrutement massif de jeunes au sein de ces entités non conventionnelles »

### Aminetou Bilal

« De nombreux jeunes se trouvent contraints d'effectuer des tâches domestiques ou de travailler, privés de l'opportunité d'aller à l'école ou de suivre une formation, ce qui compromet leur développement éducatif et professionnel »

« Nous devrions capitaliser sur notre riche diversité culturelle, qui, malheureusement, est

souvent à l'origine de nombreux conflits. Il est essentiel d'exploiter positivement cette diversité pour promouvoir l'harmonie et la compréhension mutuelle »

### Yahiya Hama Dicko

« Les Burkinabè font face à une insuffisance alimentaire due aux incendies de récoltes et au vol de bétail perpétrés par des groupes armés terroristes. Là où leur clémence se manifeste, ils effectuent des prélèvements sur le bétail et les récoltes »

« Un grand nombre de jeunes se retrouvent sur le terrain des opérations, que ce soit en tant que membres des forces de défense et de sécurité ou en tant que volontaires engagés dans la défense de la patrie »

### Mamadou Bodian

« Ceux qui étaient à l'origine des transitions démocratiques ont tenté de modeler les constitutions et l'architecture institutionnelle à l'image de ce qu'ils connaissaient le mieux, c'est-à-dire le modèle occidental. Toutefois, cette approche a abouti à l'exclusion notable de segments significatifs de la population, tels que les jeunes, les femmes et certains groupes religieux, de cette architecture. »

« Traditionnellement, la question des élites était abordée de manière dichotomique, opposant les élites francophones à celles arabophones. Cependant, ces dernières décennies ont vu l'émergence d'une nouvelle catégorie d'élites, formées dans les universités francophones, mais partageant avec les élites arabophones une préoccupation centrée sur la valorisation de l'islam, projetant désormais ces préoccupations dans l'espace public. »

## POUR ALLER PLUS LOIN

VIDÉO DE LA CONVERSATION



Le site internet principal de WATHI

[www.wathi.org](http://www.wathi.org)



[facebook.com/wathi.org/](https://facebook.com/wathi.org/)



[@WATHI\\_ThinkTank](https://twitter.com/WATHI_ThinkTank)



[@wathi\\_think\\_tank](https://www.instagram.com/wathi_think_tank)



[@wathi-think-tank](https://www.linkedin.com/company/wathi-think-tank)

Le podcast **Ça fait débat avec WATHI** sur le site de RFI

[rfi.fr/fr/podcasts/ça-fait-débat-wathi/](http://rfi.fr/fr/podcasts/ça-fait-débat-wathi/)

Nos podcasts « Les Voix(es) de WATHI » sont disponibles sur :

